

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 21/11/2.3

SEANCE DU 15 NOVEMBRE 2021
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE QUINZE NOVEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Michel OLLAGNIER, (représenté par Monsieur le Maire)
Carine GINZAC, (représentée par Michel THUILIER)
Nadine ALESSI, (représentée par Christine DEL NERO)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Dominique RIGHI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Lancement de la procédure d'élaboration d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) et autorisation de signer la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var

Monsieur le Maire informe l'assemblée que des réflexions ont été engagées entre les Villes de la Seyne sur Mer, Six-Fours les Plages et Ollioules afin de créer une Zone Agricole Protégée Intercommunale (ZAP).

Depuis plusieurs années, nous travaillons, en lien avec la Chambre d'Agriculture et la SAFER à la protection et à la valorisation de nos espaces agricoles, notamment au travers d'une politique d'acquisition foncière volontariste.

Mais, confrontés à une pression foncière toujours plus forte et une cabanisation croissante de nos espaces agricoles, nous devons mobiliser tous les outils à notre disposition.

La ZAP est l'expression de cette volonté politique forte de nos trois communes : Ollioules, Six-Fours Les Plages et la Seyne sur Mer de protéger et de valoriser nos zones agricoles, notamment limitrophes.

C'est un moyen de limiter la spéculation foncière ou, tout du moins, la rétention volontaire de foncier à vocation agricole liée à l'espoir d'une évolution des documents d'urbanisme plus attractive et lucrative pour le propriétaire. Elle permet également de donner une visibilité à long terme aux agriculteurs, tant pour le foncier que pour les sécuriser dans leur activité économique.

Le dynamisme de nos filières et de nos exploitations agricoles, la passion de nos jeunes agriculteurs, méritent d'être encouragés et soutenus.

Par ailleurs, le Projet Alimentaire Territorial (PAT) porté par la Métropole, labellisé en 2021 par le Ministère de l'agriculture, entend inciter un développement agricole et répondre de manière efficiente aux enjeux alimentaires de demain en se conformant notamment à la Loi EGalim qui veut introduire 50% de produits durables (Bio et locaux) dans la restauration collective d'ici 2022.

L'installation de producteurs vivriers est donc devenue une priorité. Notre territoire, au regard de la qualité et de la richesse de son potentiel agricole peut apporter une contribution importante.

La Zone Agricole Protégée est une servitude d'utilité publique, inscrite au Plan Local d'Urbanisme. Elle délimite les « zones dont la préservation présente un intérêt général en raison, soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique » selon l'article L.112-2 du Code Rural. Les dispositions du règlement d'urbanisme contenues dans le PLU s'appliquent, sans changement.

Les ZAP sont délimitées par arrêté préfectoral sur proposition de la commune, et avis de la Chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations d'origines, de la Commission départementale d'orientation agricole et d'une enquête publique.

La délimitation de la ZAP nécessitera une analyse détaillée des caractéristiques agricoles et de la situation de la zone dans son environnement qui précisera les motifs et les objectifs de sa protection et de sa mise en valeur. L'analyse sera réalisée par la Chambre d'agriculture du Var en liaison avec la Commune.

Ainsi, à partir d'un diagnostic agricole du territoire (phase 1), des propositions d'intervention foncière et de développement économique seront proposées (phase 2). Ce travail permettra de définir le périmètre pertinent de la ZAP. Enfin, la Chambre d'Agriculture constituera le rapport de présentation de la ZAP et nous accompagnera lors de l'élaboration de cette démarche.

La carte présentée aujourd'hui en annexe délimite les périmètres d'étude proposés. Ces périmètres ne sont pas définitifs, ils doivent être affinés grâce au travail de la Chambre d'Agriculture

Une large concertation avec les agriculteurs et les propriétaires concernés sera organisée.

Lorsque le projet de ZAP sera délimité, le Conseil municipal sera consulté afin de donner son accord sur sa mise en place. Le dossier sera ensuite soumis à enquête publique et le Conseil municipal sera de nouveau consulté pour accord.

Enfin, Monsieur le Préfet du Var arrêtera et créera la ZAP. A réception de cet arrêté, la servitude sera annexée au Plan Local d'Urbanisme. La ZAP n'imposera pas de cahier des charges. C'est le règlement du PLU qui fera état de cette servitude et s'appliquera dans le périmètre de la ZAP.

Une fois le périmètre de ZAP arrêté, tout changement d'affectation du sol susceptible d'altérer de manière durable le potentiel agronomique, biologique ou économique de la zone sera préalablement soumis à l'avis de la Chambre d'agriculture et de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture.

La Chambre d'Agriculture a proposé, aux trois communes concernées, une convention respective permettant de les accompagner dans cette démarche

Le coût total de cette mission est de 11 550€ pour la Commune d'Ollioules. La Chambre d'Agriculture, en raison de l'intérêt de cette démarche, participe à hauteur de 10% soit 1 155€.

Des subventions supplémentaires peuvent être sollicitées, notamment auprès de la Région Sud.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de :

- * de confirmer l'intérêt général à préserver des zones agricoles,
- * décider de l'élaboration d'un dossier de proposition de ZAP
 - de lancer les études préalables à la mise en place d'une ou plusieurs Zones Agricoles Protégées
 - de solliciter la Chambre d'agriculture pour réaliser les études nécessaires à l'élaboration du rapport de présentation de la ZAP, et accompagner la Ville tout au long de la procédure
- * d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes conventions et documents nécessaires aux études pour la création de la dite ZAP,
- * d'autoriser Monsieur Le Maire à demander des subventions dans le cadre de cette procédure.

L'ASSEMBLEE,

Vu la Loi d'Orientation Agricole du 9 Septembre 1999 qui permet le classement en Zone Agricole Protégée des espaces agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison de la qualité de leur production, de leur situation géographique ou de leur qualité agronomique,

Vu le SCOT Provence Méditerranée approuvé le 6 septembre 2019, notamment le réseau vert, bleu et jaune,

Vu le PLU d'Ollioules approuvé le 19 décembre 2016,

Vu le Projet Alimentaire Territorial porté par la Métropole, labellisé PAT par le Ministère de l'Agriculture,

Vu le projet de convention à intervenir entre la Chambre d'Agriculture et la Ville,

Vu le projet de périmètre d'études jointe en annexe,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE l'élaboration un dossier de proposition de ZAP.
2. DECIDE de lancer les études préalables à la mise en place d'une ou plusieurs Zones Agricoles Protégées.
3. APPROUVE le projet de convention à intervenir entre la Ville et la Chambre d'Agriculture afin de réaliser les études nécessaires à l'élaboration du rapport de présentation de la ZAP et d'accompagner la Ville tout au long de la procédure.
4. AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention précitée et toutes les pièces se rapportant à ce dossier.
5. AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches qui s'avèreraient utiles à la procédure de création de la ZAP.
6. AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les différentes subventions.
7. DIT que la dépense sera inscrite sur le budget de l'année considérée, fonction, chapitre et article nécessaires.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

